

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

15 avril 2020

PLFR POUR 2020 - (N° 2820)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° 4

présenté par

M. Cordier, M. Le Fur, M. Di Filippo, Mme Louwagie, Mme Poletti, M. Minot, M. Reiss, M. Cinieri, Mme Genevard, Mme Meunier, M. Sermier, M. Masson, M. Vatin, M. Fasquelle, M. Lurton, Mme Levy, Mme Beauvais, M. Gosselin, M. Quentin, M. Pierre-Henri Dumont, Mme Brenier, M. Hetzel, Mme Corneloup, M. Jean-Claude Bouchet, M. Kamardine, Mme Trastour-Isnart, Mme Anthoine et Mme Bazin-Malgras

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

- I. – Les exonérations définies par le I de l'article 44 *duodecies* et les premier et deuxième alinéas du I *quinquies* A de l'article 1466 A du code général des impôts ainsi que par le VII de l'article 130 de la loi n° 2006-1771 du 30 décembre 2006 de finances rectificative pour 2006 sont prorogées de deux ans pour les entreprises qui bénéficiaient de leur dernière année d'exonération au titre de 2019 ou de 2020.
- II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.
- III. – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.
- IV. – La perte de recettes pour les collectivités territoriales est compensée à due concurrence par la majoration du prélèvement sur les recettes de l'État au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale et, corrélativement pour l'État, par la création d'une taxe additionnelle aux droits visés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts.

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Dans le contexte de la crise sanitaire du COVID-19, cet amendement a pour objet de proroger de deux l'ensemble des exonérations applicables dans les bassins d'emploi à redynamiser (BER) pour les entreprises qui auraient du sortir du dispositif en 2019 ou en 2020.